

PAROLES AUX JEUNES

Du 23 au 26 septembre 2019 s'est tenu, à Cochabamba, en Bolivie, un atelier-rencontre réunissant une trentaine de jeunes ruraux impliqués dans des projets-programmes des partenaires de SOS Faim en Bolivie et au Pérou. Son objectif était de permettre aux jeunes des deux pays d'échanger leurs expériences, de réfléchir aux potentialités des territoires ruraux et de jeter les bases d'un plaidoyer politique en faveur de la jeunesse.

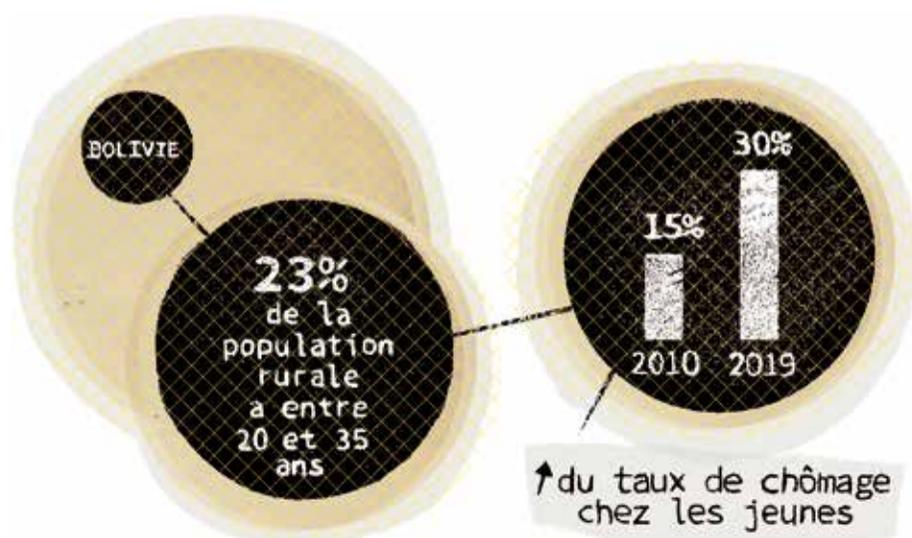
Les ambitions affirmées des **jeunes ruraux** boliviens et péruviens

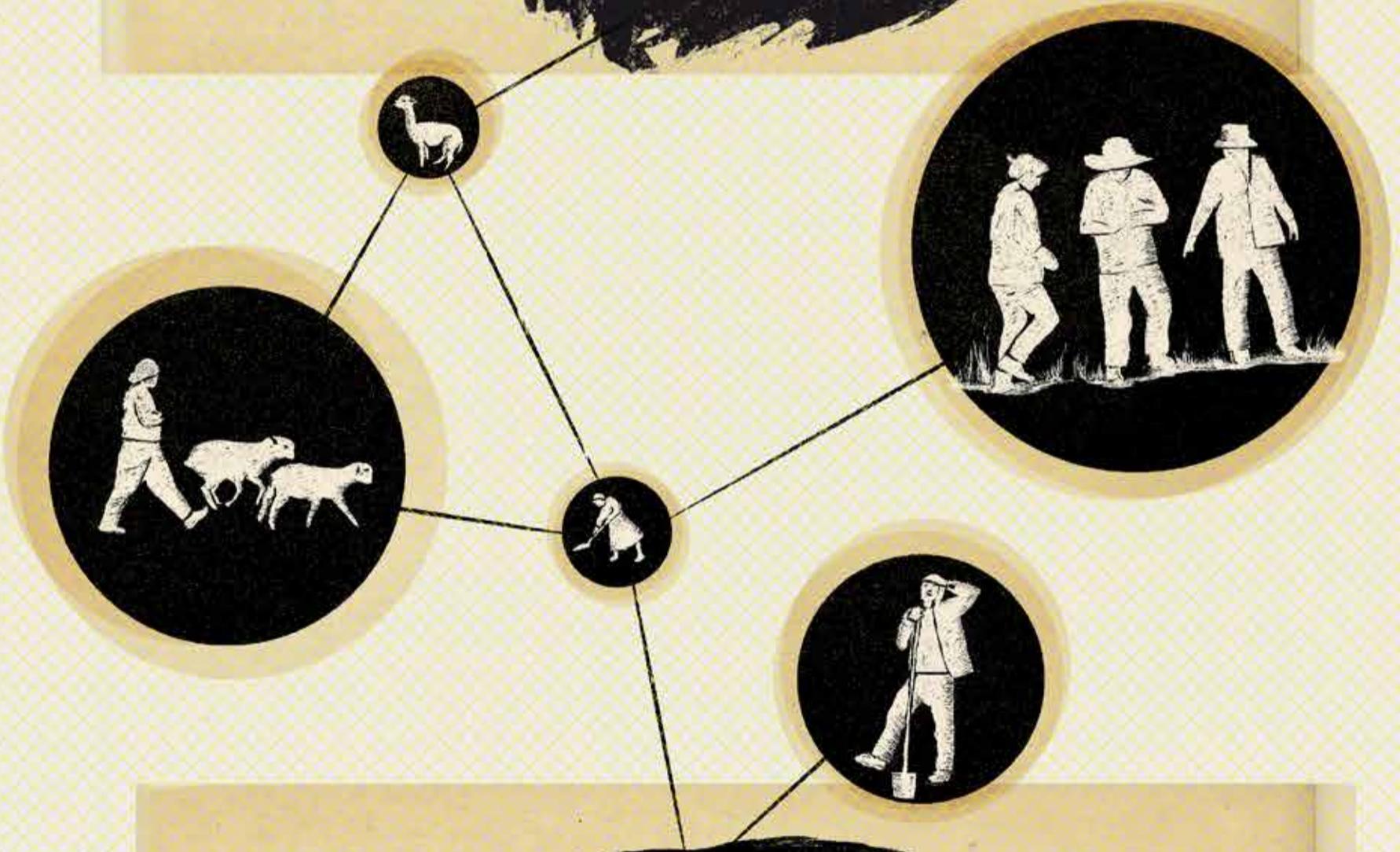
La création suffisante d'emplois attractifs pour les jeunes est un vrai défi dans une Amérique latine qui connaît un taux de chômage et d'emploi informel important. Dans cette partie du monde, le taux de chômage chez les jeunes atteint 14%, soit plus du double du taux moyen. Sans compter que sur dix jeunes qui trouvent un emploi, six le font dans le secteur informel, avec les bas salaires, mauvaises conditions et absence de protection et de droits que cela implique.

Au niveau rural, la situation est encore plus précaire. Au Pérou par exemple, le dernier recensement agricole de 2012 indique que la population rurale a encore vieilli par rapport à 2006, se situant majoritairement entre 45 et 54 ans. De plus, le faible niveau d'éducation et de productivité, ainsi que le morcellement de la propriété, rendent les revenus peu attractifs pour les jeunes.

Refaçonner l'emploi

En Bolivie, 23% de la population rurale a entre 20 et 35 ans. Cette population est davantage prête à travailler et à subvenir aux besoins matériels du foyer que la population urbaine. Mais le taux de chômage chez les jeunes, à l'échelle nationale, a doublé entre 2010 et 2019, passant en gros de 15% à 30%. Les 170 000 Boliviens qui sortent chaque année des universités finissent soit dans des emplois précaires ou informels, soit au chômage. Or, les territoires ruraux, avec tout leur patrimoine culturel et l'ensemble de leurs ressources naturelles, ont la capacité d'absorber une partie de cette population urbaine en recherche d'emploi, de refaçonner la situation de l'emploi dans le pays.





Pour la jeunesse rurale bolivienne et péruvienne, les principaux problèmes sont le manque de services médicaux, la discrimination liée à l'âge, l'exploitation au travail, la migration urbaine, le changement climatique, le manque d'opportunités professionnelles, la faible attribution de responsabilités aux jeunes, les prix trop bas des produits (agricoles notamment), le décrochage scolaire, les grossesses non désirées (ou précoces) et le chômage élevé.

Le développement territorial et la question des valeurs

Lors de l'atelier-rencontre de septembre 2019, les participants ont réfléchi à une vision idéale de l'avenir, associée à certaines conditions pour leur réalisation. Tant au Pérou qu'en Bolivie, les jeunes paysans demandent de meilleures formations, plus de soutien des autorités ainsi qu'un engagement accru en faveur du développement des territoires ruraux.

Trois valeurs communes importantes sont ressorties des échanges de l'atelier: le respect, le sens des responsabilités et l'intégrité. Le diagnostic partagé et les valeurs ont permis de décliner des priorités stratégiques. Pour les deux pays, l'axe politique est fortement ressorti: la création d'espaces de participation des jeunes à la vie politique locale, régionale et nationale, mais également un meilleur accès à l'information et l'élaboration d'alliances stratégiques, notamment avec des organisations d'appui qui animent des processus de développement territorial.

Des jeunes en faveur de l'agroécologie

Les jeunes paysans se sont prononcés en faveur de politiques environnementales de préservation des ressources naturelles et de la production agricole organique, sans engrais de synthèse ni pesticides. Différentes dimensions de l'agroécologie ont été jugées essentielles, comme la pratique de l'agroforesterie, la nécessité de générer des emplois dans le respect des droits humains (avec une rémunération décente) ou encore la question de la participation active des jeunes dans la définition des politiques publiques.

Le développement territorial, kézako ?

Les jeunes ruraux boliviens et péruviens réunis à Cochabamba en 2019 ont convenu que les démarches de développement territorial sont des pistes d'avenir pour les économies rurales. Cela nécessite une définition :

Le développement territorial est un processus de transformation d'un espace rural donné pour améliorer les conditions de vie de sa population. Les territoires témoignent en effet « d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes humains qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité ».

La réduction de la pauvreté rurale est un objectif essentiel. Le développement territorial est construit principalement autour de deux axes: d'une part, il favorise la transformation productive et, d'autre part, il impulse le changement institutionnel.

Source: *Dynamiques paysannes*, n° 45, « Le développement territorial de la théorie à la pratique ! » Novembre 2018.

Le caractère primordial de l'éducation a également été affirmé: en particulier l'accès à des formations spécifiques qui s'adressent à des leaders paysans potentiels et à des gestionnaires de développement territorial.

Cette rencontre a permis de confirmer que de nombreux jeunes ruraux croient encore en leur avenir dans les zones rurales du Pérou et de la Bolivie, sans besoin de migrer vers les grands centres urbains. Les démarches de développement territorial sont vues comme porteuses, mais il faut en créer les conditions avec des politiques publiques proactives pour le secteur rural, orientées vers la jeunesse.

« Une conclusion politique, commentait Marc Mees de SOS Faim, qui a participé en tant qu'observateur à cet atelier, qui n'est donc pas vraiment en phase avec les méditations techniques (la multiplication de jeunes entrepreneurs modernes et digitalisés) proposées par les « penseurs » internationaux ». ■